

Goldman Sachs, le trait d'union entre Mario Draghi, Mario Monti et Lucas Papadémos

LEMONDE.FR | 14 11 11 | 18h57 • Mis à jour le 15 11 11 | 09h16

Abonnez-vous
15 € / mois

90

Partagez

51



Recommander

Envoyer

9 843 personnes recommandent ça. Soyez le premier parmi vos amis.

LONDRES, CORRESPONDANT - Qu'ont en commun Mario Draghi, Mario Monti et Lucas Papadémos ? Le nouveau président de la Banque centrale européenne, le président désigné du conseil italien et le nouveau premier ministre grec appartiennent à des degrés divers au "gouvernement Sachs" européen. La banque d'affaires américaine a en effet tissé en Europe un réseau d'influence unique sédimenté depuis des lustres grâce à un maillage serré, souterrain comme public.

A tout concours, il faut une hiérarchie. Le premier prix revient bien sûr à Mario Draghi, vice-président de Goldman Sachs pour l'Europe entre 2002 et 2005. Nommé associé, il est chargé des "entreprises et pays souverains". A ce titre, l'une des missions est de vendre le produit financier "swap" permettant de dissimuler une partie de la dette souveraine, qui a permis de maquiller les comptes grecs. Vient ensuite Mario Monti, conseiller international depuis 2005. Arrive en troisième position Lucas Papadémos, qui vient d'être nommé premier ministre de la Grèce, qui fut gouverneur de la Banque centrale hellénique entre 1994 et 2002, qui a participé à ce titre à l'opération de trucage des comptes perpétré par GS. Le gestionnaire de la dette grecque est d'ailleurs un certain Petros Christodoulos, un ex-trader de la firme.



Deux autres poids lourds tiennent le haut du pavé dans la défenestration de l'euro, Otmar Issing, ex-président de la Bundesbank et Jim O'Neill, l'inventeur du concept des BRICS, l'acronyme désignant les marchés émergents à fort potentiel de croissance (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Ex-président de Goldman Sachs International dont il est resté l'un des administrateurs, l'Irlandais Peter Sutherland a joué un rôle-clé dans le sauvetage de l'Irlande. Enfin, Paul Deighton, qui a passé 22 ans chez Goldman Sachs, est directeur général du comité organisateur des Jeux olympiques de Londres en 2012. La lanterne rouge car chacun sait que le sport comme l'amitié est hors concours.

Pourtant, au-delà des apparences, le réseau d'influence qui a fait sa puissance avant ou pendant la tourmente politique financière de 2008 a perdu de son efficacité. En effet, les complicités anciennes entretenues par les ex-banquiers

centraux chevronnés mobilisés pour tirer les ficelles se révèlent moins utiles face à des politiciens sensibles à l'impopularité des professionnels de la finance tenus pour responsables de la crise. Là où Goldman Sachs pouvait facilement exercer ses talents, une série d'affaires – la Grèce, la spéculation contre l'euro, le scandale Abacus auquel a été mêlé le goldmanien français Fabrice Tourre – lui ont mis à dos la puissance publique.

Le carnet d'adresses est utile mais ne suffit plus à lui tout seul sur une planète financière complexe et technique et face à une nouvelle génération d'industriels moins pétris de respect pour l'establishment. Les patrons européens partis à la conquête du monde se sont émancipés des croisés de la haute finance style Goldman Sachs. La quête de valorisation de l'actionnaire, les exigences de transparence des comptes et les impératifs de l'expansion à l'étranger érousent l'"*effet réseau*". Enfin, devenus plus exigeants sur la qualité et l'indépendance du métier de conseil, les clients européens, mais pas seulement, exigent le respect d'un minimum d'éthique.

Et c'est là que le bât blesse à propos de Goldman Sachs. Car la banque aime placer ses hommes sans jamais laisser tomber le masque. C'est pourquoi ses hommes liges cachent cette filiation quand ils donnent une interview ou mènent une mission officielle (comme ce fut le cas de Monti qui s'est vu confier en 2010 une étude sur le marché unique européen par le président de la Commission, José Manuel Barroso).

Mario Draghi affirme qu'étant entré en fonction en 2002, il n'a rien eu à voir avec le maquillage des comptes grecs orchestré deux ans plus tôt par la banque. Et il a démissionné en 2005, soit un an avant que Goldman Sachs ne revende une partie du "*swap*" en question à la National Bank of Greece, la première banque commerciale du pays, dirigée par un ancien Goldmanien, Petros Christodoulos, aujourd'hui responsable de l'organisme gérant la dette grecque.

Marc Roche

Recommander

Envoyer

9 843 personnes recommandent ça. Soyez le premier parmi vos amis.